ISLAMISM BEYOND ISLAMISTS

ASSAULT ON DEMOCRATIC VALUES AND PRINCIPLES

HOW ISLAMIST ENTRYISM WEAKENS CIVIL SOCIETY AND HIGHER EDUCATION IN CANADA

ISGAP / THE INSTITUTE FOR THE STUDY OF GLOBAL ANTISEMITISM & POLICY

Élaboré avec l'assistance de l'IA, sous la direction scientifique et la validation de

Dr. Florence Bergeaud-Blackler
Anthropologue, Chargée de recherche au CNRS (HDR)
Présidente-fondatrice du CERIF

Ses travaux portent depuis trente ans sur le frérisme et l'islam politique en Europe. Auteure du *Frérisme et ses réseaux* (Odile Jacob, 2023).

DOCUMENT EXAMINÉ

Assault on Democratic Values and Principles

Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy (ISGAP), New York
Août 2026 · env. 194 p. · en anglais · aucun auteur individuel

Rapport d'analyse de l'ISGAP, série « Islamism Beyond Islamists ». Il applique au Canada la grille de l'étude de l'institut sur l'entrisme des Frères musulmans aux États-Unis. Il s'appuie sur des sources primaires, des pièces judiciaires, des enquêtes d'État et des cas comparés.

Consulter le rapport original dans la bibliothèque →

Le frérisme à l'assaut du Canada

Comment l'entrisme islamiste affaiblit la société civile et l'enseignement supérieur canadiens. Note de lecture du rapport « Assault on Democratic Values and Principles: How Islamist Entryism Weakens Civil Society and Higher Education in Canada », ISGAP, New York, août 2026, env. 194 p.

Briefing CERIF : Note de lecture n° 2026/21 — publiée en septembre 2026

Éditeur : Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy (ISGAP) — aucun auteur individuel mentionné

Date : août 2026 — env. 194 pages, document en anglais

Élaboré avec l'assistance de l'IA, sous la direction scientifique et la validation de : Dr. Florence Bergeaud-Blackler (CNRS / CERIF), septembre 2026

Points-clés

MODÈLE TRANSNATIONAL — *TAMKEEN* AUCUNE ENQUÊTE D'ÉTAT

QATAR : HUB ET FINANCIER | TORONTO · WATERLOO · TMU

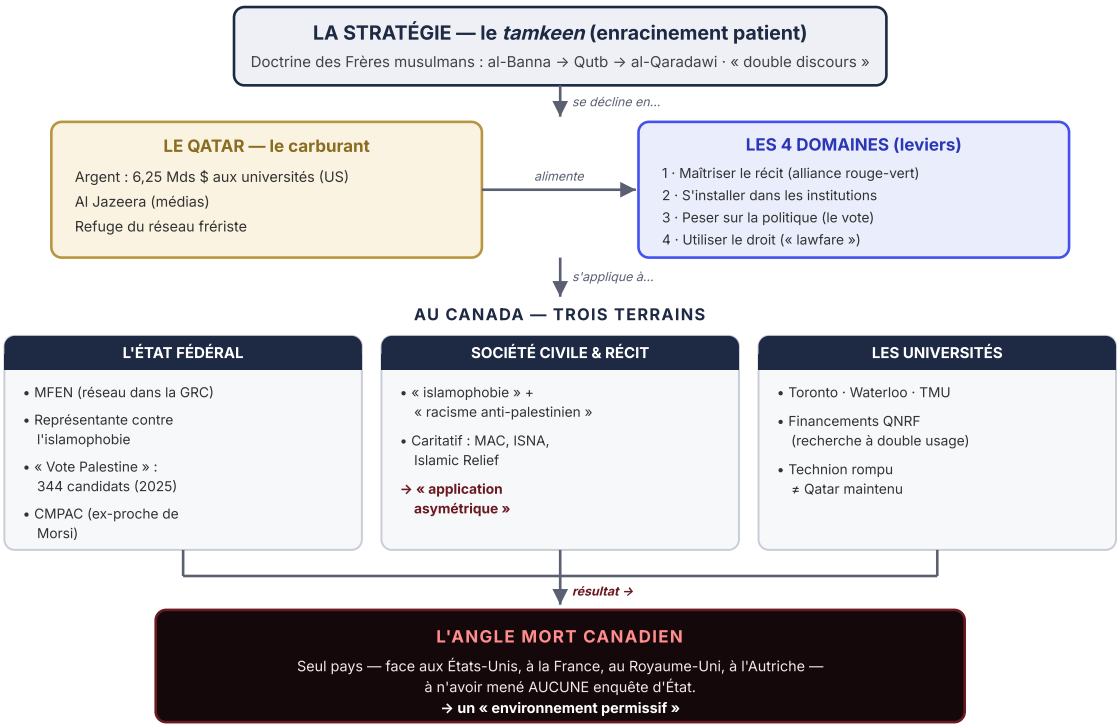
- **Une déclinaison canadienne d'un modèle transnational.** Le rapport applique au Canada la grille de l'étude ISGAP sur l'entrisme fériste aux États-Unis. Les réseaux liés aux Frères musulmans y sont lus non comme des organisations isolées, mais comme une stratégie d'enracinement de long terme : le *tamkeen*.
- **L'angle mort canadien.** Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Autriche ont mené une enquête d'État. Le Canada, non — alors qu'il est nommément visé dans « The Project » (1982) et l'« Explanatory Memorandum » (1991).
- **Un entrisme fédéral et électoral.** Un réseau de fonctionnaires musulmans au sein de la police fédérale (MFEN), une Représentante spéciale contre l'islamophobie, une campagne « Vote Palestine » (344 candidats en 2025), et le CMPAC, enregistré par un ancien secrétaire d'État du président égyptien Morsi.
- **Un récit protecteur.** Deux notions jumelles — l'« islamophobie » et le « racisme anti-palestinien » — servent, selon le rapport, à recadrer toute critique en discrimination.
- **Le caritatif et l'« application asymétrique ».** L'Agence du revenu a audité la MAC, ISNA Canada et Islamic Relief Canada. Les constats sont documentés, mais les conséquences restent minimes — quand d'autres œuvres sont radiées plus vite.
- **L'université, terrain central.** Des financements qataris opaques dans des recherches à double usage. Une mobilisation de campus et un antisémitisme marqués à Toronto, Waterloo et TMU. Et une asymétrie : le partenariat avec le Technion israélien est rompu, mais les liens qataris se poursuivent sans examen.

Présentation

Ce rapport est publié en août 2026 par l'**Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy** (ISGAP, New York, env. 194 p., série « Islamism Beyond Islamists »). Aucun auteur individuel n'est mentionné. Le rapport prolonge au Canada l'étude de référence de l'institut sur l'entrisme des Frères musulmans aux États-Unis (2025), dont le CERIF a rendu compte (note de lecture n° 2026/05). La thèse est la même. Les réseaux liés aux Frères musulmans ne sont pas des organisations isolées, ni une série d'épisodes. Ils forment une stratégie transnationale : à la fois idéologique, institutionnelle, narrative et juridique. Le rapport examine l'islamisme comme idéologie politique, pas l'islam comme religion. Il s'appuie sur des sources primaires, des pièces judiciaires, des enquêtes d'État et des cas comparés (États-Unis, France, Royaume-Uni, Autriche).

La thèse centrale du rapport tient en un contraste. Le Canada est nommément désigné comme cible dans les documents fondateurs fériste. Il est pourtant le seul de ces pays à n'avoir mené aucune enquête publique. Le rapport y voit un « angle mort ». Cet angle mort serait produit

par les mécanismes mêmes qu'il décrit : le bouclier de l'islamophobie, la victimisation, le recours au droit. Faute d'enquête canadienne, le rapport s'appuie sur les archives américaines, françaises, britanniques et autrichiennes. Un chiffre ouvre le rapport : selon une étude de Patrimoine canadien (août 2026), 96 % des étudiants juifs interrogés ont subi ou vu au moins un incident antisémite en un an.



La logique du rapport, en un schéma : du modèle transnational à l'« angle mort » canadien (synthèse CERIF).

I. La matrice stratégique : doctrine, documents, domaines, Qatar

1. La doctrine : de Banna à al-Qaradawi

Les Frères musulmans sont fondés en Égypte en 1928 par Hassan al-Banna. Pour eux, l'islam n'est pas une simple religion : c'est un « système englobant » qui régit le droit, la politique et la société. Le rapport retrace trois architectes successifs. **Al-Banna** bâtit un mouvement de masse, patient et graduel. **Sayyid Qutb** délégitime toute gouvernance séculière et appelle au jihad (*Milestones*, 1964). **Youssef al-Qaradawi**, installé au Qatar jusqu'à sa mort en 2022, conçoit la stratégie d'enracinement en Occident.

Le concept clé est le *tamkeen*. C'est un programme d'enracinement progressif de l'influence, mené par étapes et avec patience. Le rapport parle d'un « double discours » : un visage modéré en public, un projet plus radical en interne. Il reprend là une formule d'un rapport du

ministère français de l'Intérieur de 2025, *Frères musulmans et islamisme politique en France*, disponible dans la bibliothèque du CERIF.

Le rapport insiste sur un point : l'antisémitisme n'est pas un accident, mais une « composante structurelle ». Al-Banna admirait l'Allemagne nazie. Il supervisa une traduction arabe de *Mein Kampf*. Dès 1936, il fait de la cause palestinienne une obligation religieuse pour tous les musulmans. Al-Qaradawi, lui, cultive une façade de modération, la *wasatiyyah* (« voie du milieu »). Il fait de la participation démocratique un simple outil tactique, pas une adhésion.

2. Les documents stratégiques : « The Project » (1982) et l'« Explanatory Memorandum » (1991)

Deux documents internes servent de preuve. « The Project » a été saisi par la police suisse en 2001. L'« Explanatory Memorandum » a été saisi par le FBI en 2004. Les deux ont été versés au procès de la *Holy Land Foundation* (Dallas, 2008). Ces deux documents fondateurs des Frères musulmans nomment explicitement le Canada comme cible. Ils forgent le terme de « civilizational jihad ». L'« Explanatory Memorandum » a été rédigé par Mohammed Akram et ratifié par le Conseil de la Choura. Il décrit le travail comme un « Civilization-Jihadist Process ». Le CERIF propose une infographie dédiée à chacun : « Le Projet » (1982) et le Mémorandum d'Akram (1991).

> *« eliminating and destroying the Western civilization from within… by their hands and the hands of the believers. »*
>
> **Explanatory Memorandum (1991), cité p. 26**

3. Les quatre domaines opératoires du *tamkeen*

Le rapport décrit quatre grands leviers, complémentaires, par lesquels le mouvement s'enracine.

- **Domaine 1 — Maîtriser le récit.** C'est le levier le plus important, selon le rapport. L'objectif est de contrôler la façon dont on parle, en public, de l'islam, de l'islamisme et de la cause palestinienne. Le but est de rendre la critique difficile, voire suspecte. Le mouvement utilise deux moyens. Le premier est médiatique : Al Jazeera et ses relais diffusent le message. Le second est politique : une alliance avec une partie de la gauche militante, autour de causes communes (antiracisme, anticolonialisme). Le rapport appelle cela l'« alliance rouge-vert ». Dans cette alliance, ce sont les islamistes qui mènent. Le mot « islamophobie » joue ici un rôle central. Il est élargi peu à peu, jusqu'à

désigner toute critique de l'islamisme. Cette critique se trouve alors disqualifiée d'avance. Un signe, après le 7 octobre 2023 : presque aucune grande organisation musulmane nord-américaine n'a condamné le Hamas par son nom.

- **Domaine 2 — S'installer dans les institutions.** Le mouvement bâtit, dans la durée, un maillage de mosquées, d'écoles, d'associations étudiantes (comme la MSA, la *Muslim Students' Association*), d'organismes de bienfaisance et de réseaux professionnels. Ce maillage lui donne une présence permanente et des ressources. Au Canada, le rapport chiffre les fonds publics reçus par ces structures : environ 31 M$ pour la MAC (2018-2022), 9,2 M$ pour Islamic Relief Canada, 1,2 M$ pour ISNA Canada, 394 000 $ pour le NCCM.
- **Domaine 3 — Peser sur la politique.** Une fois installées, ces organisations cherchent à influencer les décisions publiques. Elles obtiennent des postes de conseil auprès des gouvernements. Et surtout, elles organisent le vote : faire voter une communauté « en bloc » sur quelques enjeux. Aux États-Unis, cela a pris la forme de campagnes « Million Muslim Votes ». Au Canada, le NCCM (National Council of Canadian Muslims, Conseil national des musulmans canadiens) et *The Canadian Muslim Vote* reprennent ces méthodes.
- **Domaine 4 — Se servir du droit comme d'une arme (le « lawfare »).** Le mouvement recourt à la justice non pour gagner un procès, mais pour « épuiser » ses adversaires. Multiplication des recours, des plaintes et des procédures. L'accusation d'« islamophobie » sert de bouclier. Le rapport cite en exemple l'organisation CAIR (Council on American-Islamic Relations), issue de l'*Islamic Association for Palestine* et désignée entité terroriste aux Émirats.

4. Le Qatar, hub idéologique, financier et amplificateur

Le rapport consacre un chapitre entier au Qatar. Il le présente comme le principal soutien extérieur du frérisme. Le Qatar est un petit émirat très riche : moins de 350 000 citoyens, un fonds souverain d'environ 526 milliards de dollars. Il abrite depuis des décennies les figures et la direction du mouvement — dont al-Qaradawi et la direction politique du Hamas. Le Qatar joue, selon le rapport, sur deux tableaux. Le Qatar reste un allié militaire et diplomatique de l'Occident. Mais, en même temps, il diffuse l'idéologie frériste par l'argent et par les médias. Le rapport détaille trois leviers.

- **L'argent des universités.** Depuis 2001, le Qatar est le premier financeur étranger des universités américaines : **6,25 milliards de dollars** au total, dont plus de 1,1 milliard pour la seule année 2025. Les cas les plus lourds : Georgetown (plus de 1 milliard) et Northwestern (plus de 700 millions). Le Qatar finance aussi des établissements canadiens : le *College of the North Atlantic*, l'ex-campus de Dalhousie devenu *University*

of Doha, l'Université de Calgary et SickKids Toronto. Un accord Canada-Qatar de septembre 2024 porte sur **95 millions de dollars**. Ces financements donnent au Qatar une prise sur des pans entiers de la recherche.

- **Les médias, avec Al Jazeera.** La chaîne d'État qatarie sert de caisse de résonance mondiale. Les États-Unis lui ont demandé, en vain, de se déclarer comme média étranger. Au Canada, Al Jazeera touche environ 1,3 million de personnes par mois. Le rapport relie ce climat à une flambée d'antisémitisme scolaire : au moins **781 incidents antisémites** dans les écoles de l'Ontario depuis le 7 octobre 2023, dont plus de 40 % avec négation de la Shoah.
- **Transformer la religion en cause politique.** Le rapport décrit deux glissements complémentaires. La « **palestinianisation de l'islam** » : faire de la cause palestinienne le cœur de l'identité musulmane et un test de loyauté. L'« **islamisation de l'antisémitisme** » : donner à l'hostilité envers les Juifs une justification religieuse. Le rapport cite al-Qaradawi. Sur Al Jazeera, al-Qaradawi appelait à « les tuer [les Juifs] jusqu'au dernier » et présentait la Shoah comme un « châtiment divin ». Le rapport cite aussi des manuels scolaires qataris officiels, qui reproduisent des clichés antisémites.

II. Le réseau canadien : gouvernement, récit, argent

> *« Canada stands out as being furthest down the road to Islamist infiltration and consolidation. »*
>
> **Edmund Fitton-Brown, ex-diplomate britannique, cité p. 62**

1. L'entrisme fédéral et la « capture » institutionnelle

Le rapport décrit d'abord un entrisme au cœur de l'État. Au centre : le *Muslim Federal Employees Network* (**MFEN**). Ce réseau a été fondé en 2021 au sein de la police fédérale, la Gendarmerie royale du Canada (**GRC**). Il compte environ 70 membres, répartis dans plusieurs ministères. Le MFEN a diffusé des guides internes — l'un déconseille les poignées de main. Le MFEN a contesté un témoignage de l'organisation juive B'nai Brith. Il a réclamé, en vain, que les musulmans soient reconnus comme un groupe protégé. La Représentante spéciale du Canada contre l'islamophobie, Amira Elghawaby (2023-2026), a appuyé ces démarches. Elle a sollicité des ministres et des responsables de la sécurité. Les musulmans forment pourtant environ 2 % de l'effectif fédéral. Le bureau de la Représentante a été dissous en février 2026.

La mobilisation électorale. La population musulmane du Canada compte environ 1,8 million de personnes (4,9 %). Elle est concentrée dans le Grand Toronto, à Montréal, Ottawa et Vancouver. Deux structures organisent le vote : *The Canadian Muslim Vote* et le *Canadian Muslim Public Affairs Council* (**CMPAC**). Elles ciblent 60 à 80 circonscriptions. Le CMPAC a été enregistré comme tiers en mars 2025 par Khaled al-Qazzaz. Al-Qazzaz fut le secrétaire aux affaires étrangères du président égyptien Morsi. À l'élection fédérale de 2025, la campagne « Vote Palestine » a obtenu l'appui de **344 candidats** de quatre partis. Cette campagne réunissait le CMPAC, la CJPME (Canadians for Justice and Peace in the Middle East) et le *Palestinian Youth Movement* (Mouvement de la jeunesse palestinienne).

2. L'architecture narrative : islamophobie et « racisme anti-palestinien »

Le rapport décrit un réseau imbriqué d'organisations de campus et de société civile : la MSA, *Students for Justice in Palestine*, le *Palestinian Youth Movement*. Ce dernier est lié au FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) et à Samidoun (Samidoun a été désigné entité terroriste en octobre 2024, puis dissous en mars 2026). Deux notions jumelles servent de récit protecteur.

- L'**« islamophobie »**. Le rapport y voit un « outil de *lawfare* » et une « loi anti-blasphème par la porte de derrière ». Les crimes haineux antijuifs augmentent fortement, mais les écoles sont invitées à prioriser l'islamophobie. La MAC a reçu plus de 2 M$ à ce titre depuis 2018.
- Le **« racisme anti-palestinien » (APR)**. Il a été formalisé en avril 2022 par l'*Arab Canadian Lawyers Association*. Le rapport y voit un mécanisme qui protège le Hamas et le Jihad islamique palestinien de la critique. L'APR a été adopté par des institutions comme le *Toronto District School Board* (~235 000 élèves).

3. Le secteur caritatif et l'« application asymétrique »

Le rapport applique la même grille au secteur caritatif. Il s'appuie sur un travail antérieur d'ISGAP, qui identifiait six organisations affiliées aux Frères musulmans : la MAC, le NCCM, Islamic Relief Canada, ISNA Canada, l'*Arab Medical Union* et IRFAN-Canada.

- **Muslim Association of Canada (MAC).** Le rapport la tient pour la première et la plus importante. La MAC a été fondée en 1997. En 2017, elle a retiré ses références aux Frères musulmans de ses statuts. L'Agence du revenu (ARC) a mené un audit. Cet audit constate que la MAC « avance » la cause des Frères, un but non caritatif non déclaré. Il constate aussi que la MAC a fourni des ressources à IRFAN-Canada — une organisation radiée puis inscrite comme entité terroriste, qui a dirigé plus de 14,6 M$ vers des entités liées au Hamas. L'ARC a jugé, à titre préliminaire, qu'il y avait « des motifs suffisants

pour révoquer l'enregistrement caritatif ». Mais la décision finale (2023) n'a pas révoqué la MAC. Elle s'est soldée par une pénalité d'environ 1,12 M$ et un accord de conformité. La MAC avait dénoncé une « islamophobie systémique » et mené une campagne contre l'ARC.

- **Islamic Society of North America Canada (ISNA Canada).** Un audit de 2010 a relevé un mauvais usage de plus de 600 000 $, jugé « équivalant à un détournement de fonds ». En 2013, un affilié a été radié pour avoir versé plus de 280 000 $ à une entité liée au Jamaat-e-Islami. En 2018, ISNA Canada a été sanctionnée (pénalité de 550 000 $). ISNA Canada a pourtant continué de recevoir des fonds publics : plus de 1,8 M$ entre 2020 et 2024.
- **Islamic Relief Canada.** C'est l'affiliée canadienne d'*Islamic Relief Worldwide*, visée par des allégations de liens avec le Hamas. En 2024, Islamic Relief Canada a transféré 67,5 M$ à des affiliés du réseau, dont 16,3 M$ à l'affilié Cisjordanie/Gaza. Elle a reçu, dans le même temps, plus de 6,6 M$ de fonds publics.

De là vient une notion clé : l'**« application asymétrique »**. Les constats sont documentés, mais ces organisations continuent d'opérer, de toucher des fonds publics et de garder leur statut. À l'inverse, d'autres œuvres religieuses sont sanctionnées plus vite. Le rapport cite huit œuvres juives radiées sur deux ans, et huit œuvres chrétiennes parmi 29 radiations en 2025 — pour des manquements sans lien avec le terrorisme. Le rapport en conclut que le seuil d'application est « de plus en plus opaque ».

III. Les universités, domaine opérationnel central

1. Le cadre : ingérence étrangère et Qatar National Research Fund

Le rapport rappelle les alertes des services de sécurité canadiens — le SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité) et le CPSNR (Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement) — sur l'ingérence étrangère dans des campus ouverts. Un dispositif fédéral de janvier 2024 restreint l'accès aux subventions dans les domaines sensibles. Ce dispositif vise la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord — mais **pas le Qatar**. Or le **Qatar National Research Fund (QNRF)** est, par la loi qatarie, le bras du financement de l'État. Il finance des projets à **double usage** : sécurité des réseaux, cryptographie, cellules solaires, intelligence artificielle. Un projet lié à TMU implique même *Barzan Holdings*, le bras d'acquisition du ministère qatari de la Défense. Le Canada n'a pas de régime de divulgation équivalent à la *Section 117* américaine. Le rapport rappelle le précédent de Texas A&M : le Qatar y détenait la propriété contractuelle de plus de 500 projets, dont une soixantaine à double usage. Le campus de Doha fermera en 2028.

2. Université de Toronto

L'Université de Toronto est le berceau de l'**Israeli Apartheid Week** (née en 2004). Le rapport en fait un « nœud » de l'infrastructure narrative depuis vingt ans. En mai 2024, un campement s'y installe pour 63 jours et occupe le bureau du recteur. Selon un professeur cité, une « stricte majorité » des participants n'étaient ni étudiants ni affiliés. Des gardes en keffieh filtraient l'entrée. Le rapport y voit une illustration de l'alliance rouge-vert : un responsable d'un grand syndicat de la fonction publique ontarienne (OPSEU) a promis d'être un « bouclier humain ». L'écosystème militant est imbriqué. Il associe *Hearing Palestine* (logée dans l'*Institute of Islamic Studies*) et la **MSA** (fondée en 1965, plus de 1 500 membres). La société mère de la MSA est nommée dans l'« Explanatory Memorandum ». Le rapport relève ensuite un vote de désinvestissement de l'association du corps professoral (UTFA, mai 2025). Il relève aussi le retrait, sous pression, d'un projet de guide sur l'antisémitisme. Enfin, il décrit une ingérence étrangère via le « réseau Singham ». Sur ce campus, le groupe *Samidoun Toronto* a été désigné entité terroriste au Canada le 15 octobre 2024. Les financements QNRF liés à des professeurs de Toronto sont estimés entre 2,7 et 4,2 M$, non divulgués.

3. Université de Waterloo

À Waterloo, l'empreinte qatarie est forte. Le rapport documente plus de **3,8 M$** de financements d'entités d'État qataries (QNRF, Qatar University), via au moins cinq projets. Waterloo figure au 9^{e} rang d'une liste de priorité de *QatarEnergy*, l'entreprise d'État. Avec environ 35 étudiants qataris, l'investissement qatari total est estimé à **plus de 10,7 M$**. Côté mobilisation, le campement **Occupy UW** (« Gaza House ») dure de mai à juin 2024. L'université a d'abord réclamé 1,5 M$ de dommages, avant d'abandonner sa poursuite. Le rapport pointe surtout un corps enseignant militant. Sofyan Taya, professeur invité tué par une frappe israélienne, a été honoré d'un fonds mémoriel par l'université. Or Taya présidait l'**Université islamique de Gaza**, décrite comme « le principal bastion des Frères musulmans » (anciens élèves : Haniyeh, Sinwar, Deif). Autre cas : Mohamed Elmasry, professeur émérite et fondateur du *Canadian Islamic Congress*, avait qualifié en 2004 tous les Israéliens de plus de 18 ans de « cibles légitimes ». Le point le plus net vient en septembre 2025. L'université met fin à son partenariat avec le **Technion** israélien, sous la pression des militants. Dans le même temps, les liens qataris se poursuivent sans examen comparable. C'est cette **asymétrie** que le rapport érige en signature du modèle.

4. Toronto Metropolitan University (TMU)

À TMU, une enquête de presse de mars 2025 est éloquente : « You Can't Be Openly Jewish at TMU ». Elle rapporte des agressions et des propos négationnistes. Le rapport analyse ensuite la « **TMU Law Letter** ». C'est une lettre ouverte d'étudiants en droit, publiée deux semaines après le 7 octobre. Elle qualifie Israël d'« État d'apartheid… produit du colonialisme de peuplement ». Une revue externe l'a jugée « exercice valide de l'expression étudiante », sans

sanction. Le corps enseignant suit parfois la même ligne : un doyen adjoint intérimaire a qualifié Israël d'« État tueur de bébés ». La réponse de l'établissement est marquée par le retard et l'esquive. Un recours étudiant réclame 1,3 M$; TMU est citée dans une action collective de 15 M$. L'empreinte qatarie passe par un protocole d'accord signé en février 2023 avec l'*University of Doha for Science and Technology*, détenue par l'État qatari. TMU dépend fortement des frais de scolarité internationaux : environ 122 M$, soit 28 % des droits perçus.

IV. Conclusions et recommandations

Le rapport conclut que ces faits ne sont pas des incidents isolés. Ce sont les pièces d'un même système. Le récit, l'ancrage institutionnel, les réseaux d'organisations, les financements étrangers et les recours juridiques se renforcent les uns les autres. L'université en est le terrain le plus actif. Une asymétrie y revient sans cesse : les partenariats israéliens sont rompus sous la pression militante, tandis que les liens qataris se poursuivent sans examen équivalent.

Le Canada forme, selon le rapport, un « **environnement permissif** ». C'est un pays où cette stratégie peut avancer avec peu de contrôle. Trois raisons à cela. Le Canada n'oblige pas les universités à déclarer leurs financements étrangers. Sa loi sur l'influence étrangère (le *Bill C-70*, adopté en 2024) ne couvre pas ces financements universitaires. Et tout examen expose ses auteurs à des coûts politiques et juridiques dissuasifs.

Le rapport formule **onze recommandations**. Les principales :

- **Enquêter sur les réseaux fréristе.** Aligner le Canada sur les États-Unis. Charger les services de sécurité (Sécurité publique Canada, le SCRS) d'ouvrir une enquête, en commençant par les branches déjà désignées aux États-Unis (décret exécutif 14362).
- **Rendre les financements étrangers transparents.** Obliger les universités à déclarer publiquement les fonds et contrats venus de l'étranger au-delà d'un certain seuil.
- **Étendre cette transparence** aux œuvres caritatives et aux organisations de la société civile.
- **Sécuriser la recherche sensible.** Imposer une vérification de sécurité nationale sur les collaborations de recherche à « double usage » (civil et militaire).
- **Renforcer le contrôle des œuvres caritatives.** Donner à l'Agence du revenu les moyens d'examiner les réseaux, l'alignement idéologique et les liens étrangers — et pas seulement les comptes.
- **Traiter un cas précis.** Soumettre à un examen réglementaire le *Canadian Islamic College*, lié à la MAC.

Ouvrage recensé

Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy (ISGAP), *Assault on Democratic Values and Principles: How Islamist Entryism Weakens Civil Society and Higher Education in Canada*, New York, ISGAP, août 2026, env. 194 p. (série « Islamism Beyond Islamists »), ISBN 978-1-940186-40-5 (pdf). **Aucun auteur individuel n'est mentionné.** Le rapport est publié sous la seule responsabilité institutionnelle de l'ISGAP.

Dr. Florence Bergeaud-Blackler
Anthropologue, Chargée de recherche au CNRS (HDR)
Présidente-fondatrice du CERIF - Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Frérisme
cerif.eu